

Conseil des affaires étrangères (Développement)

Lundi 26 novembre 2018

Les ministres entameront la session par un échange de vues sur **l'Alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables**, à la suite de l'initiative présentée par la Commission européenne le 12 septembre 2018.

Les ministres examineront ensuite la **future architecture financière pour le développement**. Les ministres recevront des informations sur l'état d'avancement des négociations menées dans le contexte du cadre financier pluriannuel au sujet de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale. Les ministres échangeront en particulier sur les étapes nécessaires pour s'assurer de disposer d'une **architecture européenne pour l'investissement** hors de l'UE cohérente, efficace et inclusive.

Au cours du déjeuner, les ministres chargés du développement débattront de **questions liées à l'égalité hommes-femmes et aux droits de l'homme** avec les lauréats du prix Nobel de la paix, M^{me} Nadia Murad et le Dr Denis Mukwege.

Possibilités de point presse:

- | | |
|-----------|--|
| +/- 9h15 | Déclaration de la haute représentante, M ^{me} Federica Mogherini, avant la session |
| +/- 12h50 | Accueil des lauréats du prix Nobel de la paix Nadia Murad et Denis Mukwege par Federica Mogherini (déclarations à la presse) |
| +/- 13h00 | Photo de famille réunissant les ministres de l'UE chargés du développement et les lauréats du prix Nobel |
| +/- 14:30 | Conférence de presse à la suite du Conseil des Affaires Étrangères (Développement) |

* * *

[Conférences de presse et événements publics par transmission vidéo](#)

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

Alliance Afrique-Europe

Les ministres feront le point sur l'Alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables et procéderont à un échange de vues à ce sujet, conjointement avec Neven Mimica, membre de la Commission chargé de la coopération internationale et du développement. Le débat a lieu moins d'un mois avant le forum de haut niveau Afrique-Europe (Vienne, 17-18 décembre).

Conformément aux conclusions du Conseil européen de juin 2018, dans lesquelles celui-ci appelle à la création d'un nouveau cadre propice à une augmentation substantielle des investissements privés en Afrique, la Commission a présenté le 12 décembre 2018 une initiative visant à accroître les investissements, à stimuler les échanges commerciaux, à renforcer la création d'emplois et à contribuer à un développement durable et inclusif. Dans ses conclusions du 18 octobre, le Conseil européen souligne que les relations EU-Afrique sont d'importance capitale dans un contexte international évoluant rapidement, et que la coopération avec l'Afrique devrait franchir une étape supérieure. Le Conseil a accueilli la proposition de la Commission concernant cette Alliance et a appelé à prendre de nouvelles décisions.

L'Alliance Afrique-Europe vise à hisser le partenariat à un niveau supérieur, en s'appuyant sur les résultats du sommet Union Africaine - Union Européenne du 29 et 30 novembre 2018 à Abidjan, en passant de la relation traditionnelle donateur-bénéficiaire à un partenariat d'égal à égal, avec une dimension économique importante, qui nécessite de mobiliser et de coordonner les actions et instruments de l'UE et des États membres. Les ministres examineront les possibilités qui s'offrent pour la participation active des États membres à cette nouvelle Alliance Afrique-Europe à travers des initiatives conjointes concrètes fondées sur les quatre volets d'action et les orientations quant aux prochaines étapes.

Les ministres chargés du développement ont débattu en dernier lieu de l'Alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables lors de leur réunion informelle du 14 septembre 2018.

[Vers une nouvelle "Alliance Afrique - Europe" \(communiqué de presse de la Commission, 12/9/2018\)](#)

Future architecture financière pour le développement.

Le Conseil examinera la future architecture financière pour le développement. Les ministres recevront des informations sur l'état d'avancement des négociations menées dans le contexte du cadre financier pluriannuel (CFP) au sujet de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale. Cette discussion prendra en compte les travaux du Parlement européen, au moment où les co-rapporteurs sont sur le point de finaliser leur projet de rapport sur l'instrument.

The Council will discuss the future financial architecture for development. Ministers will receive an update on the state of play of the multiannual financial framework (MFF) negotiations on the neighbourhood, development and international cooperation instrument (NDICI). This will include information on the ongoing work in the European Parliament, as the co-rapporteurs in the European Parliament are about to finalise their draft report on the instrument.

Les ministres chargés du développement procéderont à un échange de vues sur les mesures qui doivent être prises pour faire en sorte que l'architecture européenne d'investissement en dehors de l'Europe soit cohérente, efficace et inclusive.

Le 14 juin 2018, la Commission a proposé la création d'un instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale pour revoir la manière dont le financement de l'action extérieure de l'UE est gérée. Cet instrument vise à rationaliser les instruments de financement existants pour permettre une flexibilité accrue et une plus grande capacité de réaction dans le cadre de la promotion des valeurs et intérêts de l'Union dans le monde, et notamment dans le voisinage de l'UE et en Afrique.

L'instrument proposé comprend un volet dédié à l'investissement, un nouveau "Fonds européen pour le développement durable (FEDD+)" et la garantie pour l'action extérieure.

Cette proposition constitue un instrument financier intégré visant à fournir des capacités financières sous la forme de subventions, prêts et garanties budgétaires dans le monde. Cette proposition permettra à l'UE de soutenir de nouveaux investissements afin de favoriser un développement économique inclusif, la création d'emplois et l'éradication de la pauvreté dans le monde.

[Nouveaux instruments proposés pour l'action extérieure de l'UE \(communiqué de presse de la Commission, 14/6/2018\)](#)

Questions liées à l'égalité hommes-femmes et aux droits de l'homme

Au cours du déjeuner, les ministres discuteront des questions liées à l'égalité hommes-femmes et aux droits de l'homme avec les lauréats du prix Nobel de la paix, M^{me} Nadia Murad et le Dr Denis Mukwege. Ce sera l'occasion d'entendre leur message et de déterminer comment l'UE et ses États membres peuvent renforcer la prévention des violences à caractère sexiste. L'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes ont été reconnues comme l'un des 17 objectifs de développement durable du programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies. Dans ce contexte, l'UE a élaboré un plan d'action pour la période 2016-2020 destiné à promouvoir la protection et le respect des droits des filles et des femmes dans ses relations extérieures.

[Déclaration de la haute représentante, M^{me} Federica Mogherini, sur l'attribution du prix Nobel de la paix à M. Denis Mukwege et à M^{me} Nadia Murad](#)

[Plan d'action sur l'égalité des sexes 2016-2020](#)

Autres points

Le Conseil devrait adopter sans débat plusieurs séries de conclusions, en particulier sur les points ci-après.

Conclusions sur le plan d'action de l'UE sur l'égalité des sexes II

Le Conseil devrait adopter des conclusions sur la mise en œuvre du plan d'action II de l'UE sur l'égalité des sexes en 2017. Le plan d'action de l'UE sur l'égalité des sexes a pour objectif de renforcer l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes dans l'action extérieure de l'UE. Le Conseil devrait reconnaître les progrès réalisés à l'échelle mondiale en vue de garantir l'égalité des sexes, tout en étant conscient des problèmes qui subsistent. Le Conseil devrait réaffirmer la détermination de l'UE et des États membres à faire de la promotion du plein exercice par les femmes et les filles de l'ensemble des droits humains, de l'égalité des sexes et de l'émancipation des femmes et des filles une priorité dans tous les domaines d'action.

[Plan d'action sur l'égalité des sexes 2016-2020](#)

Conclusions sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Le Conseil devrait adopter des conclusions sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui constitue un défi majeur à l'échelle mondiale dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et les inégalités croissantes. Le Conseil est particulièrement inquiet qu'après plusieurs décennies de recul, la faim dans le monde a progressé les trois dernières années, avec 821 millions de personnes souffrant de faim et de malnutrition. Le Conseil devrait rappeler que l'UE et ses États membres sont fermement résolus à éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition. Leurs actions sont essentielles pour atteindre tous les objectifs de l'Agenda 2030.

Le Conseil devrait également accueillir avec satisfaction le troisième rapport bisannuel sur la concrétisation des engagements stratégiques de l'UE en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que le troisième rapport d'avancement sur le plan d'action de la Commission sur la nutrition.

[Sécurité alimentaire et nutritionnelle \(Commission européenne\)](#)

Conclusions sur l'éducation dans les situations d'urgence et de crises prolongées

Le Conseil devrait adopter des conclusions sur l'éducation dans les situations d'urgence et de crises prolongées.

Le Conseil devrait exprimer sa préoccupation quant au fait que plus de 75 millions d'enfants confrontés à des situations d'urgence et de crises prolongées n'ont pas accès à une éducation de qualité et s'inquiéter de la montée de la violence qui se manifeste dans l'enceinte et autour des sites scolaires. Le Conseil devrait réaffirmer qu'il est résolu à assurer l'accès à un apprentissage inclusif tout au long de la vie et à une éducation et une formation sûres, équitables et de qualité à tous les niveaux dans les situations d'urgence et de crises prolongées.

Dans ce contexte, le Conseil devrait saluer l'approche globale à l'égard de l'éducation dans les situations d'urgence et de crises prolongées, qui inclut la préparation, la réduction des risques de catastrophe, la prévention, l'atténuation, la réaction d'urgence, ainsi que la volonté de renforcer la résilience des systèmes d'éducation.

[L'Union européenne prévoit d'augmenter les dépenses et d'améliorer la fourniture de services en matière d'éducation dans les situations d'urgence et de crises de longue durée \(Communiqué de presse de la Commission européenne, 18/05/2018\)](#)

Conclusions sur le cadre de résultats de l'UE pour le développement et la coopération internationale

Le Conseil devrait adopter des conclusions sur le cadre révisé de résultats de l'UE pour le développement et la coopération internationale proposé par la Commission européenne afin d'aligner le cadre de résultats de l'UE sur le nouveau consensus européen pour le développement et sur les objectifs de développement durable figurant dans le programme 2030.

[Le Conseil adopte un nouveau consensus européen pour le développement \(communiqué de presse, 19/05/2017\)](#)